Emeutes et émeutiers, complices de Macron et Le Pen

lundi 3 juillet 2023, par Jacques COTTA

Durant plusieurs soirs, des **pillages** ont été perpétrés aux quatre coins du territoire. Prenant pour prétexte l'assassinat de Nahel à Nanterre pour « refus d'obtempérer », des bandes apparemment assez bien organisées se livrent donc à une série d'exactions. Des centaines de commerces vandalisés et pillés, des dizaines de véhicules brulés, des locaux de services publics, bibliothèques, centres sociaux, ou autres dévastés.

Tout cela n'a que peu à voir avec la mort de Nahel qui ne semble n'être qu'un prétexte. Dans **l'éditorial** de cette semaine, nous expliquons une partie des causes de cette situation. C'est la politique menée par la gauche comme par la droite depuis plus de 30 ans qui aboutit à ce résultat catastrophique. Une politique de démission, d'abandon, de destruction des services publics, de liquidation de l'éducation…

Nous payons aujourd'hui une politique d'abandon d'autorité. Dans tous les domaines, l'autorité est battue en brèche. Les enseignants, les soignants, les pompiers, pour ne parler que de quelques métiers sociaux, en savent quelque chose… Des quartiers ont été laissés aux mains de voyous, de dealers, de racailles qui font en toute impunité leur petit business et font régner leur loi. Comment expliquer d'ailleurs une telle coordination, une telle détermination dans les exactions menées, sans qu'au départ un minimum d'organisation assure la logistique ?

La seule réponse répressive du pouvoir a ses limites. La loi adoptée du temps d'**Emmanuel Valls** qui libérait l'usage des armes par la police a abouti à une série de drames dans lesquels s'inscrit la mort de Nahel à Nanterre. C'est le pouvoir politique par les décisions qu'il a prises, ou par sa complaisance et son inaction, qui porte la responsabilité de la situation.

Contrairement aux discours de la gauche bien pensante, les émeutes et émeutiers n'ont rien à voir avec un mouvement populaire de contestation du système. Tout au contraire !

Les bandes qui pillent sont l'expression du système, cherchant avant tout le fric, la tune, par tous les moyens. Ainsi, ce sont les boutiques Apple, Nike, ou autres marques en vue, souvent revendables, qui sont la cible de ces casseurs. Comme le sont les débits de tabac qui par centaines sur le territoire se sont vus saccagés et pillés.

Hier les retraites n'étaient pas le sujet des acteurs d'aujourd'hui. Pas plus avant-hier les Gilets jaunes qui revendiquaient sur le terrain social, travail, salaire, services publics, les moyens de vivre décemment, de vivre tout simplement.

La casse actuelle est le produit d'une démission générale des pouvoirs publics et d'un système qui fait du fric la valeur cardinale de toute réussite. Voilà pourquoi les « émeutiers » qui pillent ou les dealers qui dealent —mis à part ceux qui se laissent embarquer, comme cela est toujours le cas— ne sont pas anti système, mais au contraire une des expressions du système capitaliste.

Aujourd'hui dénoncés de toute part, ils seront disponibles demain si nécessaire, comme le lumpen prolétariat l'a déjà démontré dans l'histoire, pour former les bandes armées du capital, pour agresser le mouvement ouvrier si ordre leur en est donné.

Et plus récemment, si cela continue, ils donneront le prétexte rêvé à Macron et aux siens pour instaurer **l'état d'urgence** et si besoin d'activer **l'article 16** de la constitution qui donnera les pleins pouvoirs à Macron. C'est ainsi qu'un des premiers actes politiques de ces voyous, délinquants, racailles, sera de

permettre au pouvoir de limiter toujours plus les libertés. Pas vraiment les leurs, mais **les libertés des citoyens, des travailleurs, des ouvriers, des salariés…**

Jacques Cotta
Le 3 juillet 2023